

Comment la France est devenue nucléaire (et nucléocrate)

vendredi 10 juin 2011, par [MALLERAY \(de\) Anne](#) (Date de rédaction antérieure : 6 avril 2011).

Soutenue par les gouvernements successifs, ce que d'aucuns appellent l'exception française sur le nucléaire n'a jamais été remise en cause depuis le lancement du Plan Messmer en 1973.

Sommaire

- [Nucléaire civil et militaire](#)
- [« 90% du Parlement pro-nucléai](#)
- [Stop ou encore ?](#)

Dans une interview accordée au *Monde*, le 25 mars dernier, Valéry Giscard d'Estaing assumait pleinement le choix du nucléaire civil, engagé sous Pompidou et poursuivi résolument sous son septennat.

« Ce choix a été débattu dans les enceintes compétentes, et les meilleurs ingénieurs du pays y ont été associés. Il a été validé scientifiquement et politiquement –y compris par le Parti communiste, qui se situait pourtant alors dans l'opposition. Depuis, il n'a jamais été remis en cause par les gouvernements successifs –notamment pendant les deux septennats du président Mitterrand– parce qu'il n'existe pas d'alternative ! ».

Ses propos, invariables depuis 40 ans, résument bien la position majoritaire en France, souvent résumée ainsi : le nucléaire ou la bougie. Mais qui sont ces enceintes compétentes, ces meilleurs ingénieurs du pays et pourquoi n'y a-t-il pas d'alternative au nucléaire ?

Nucléaire civil et militaire : histoire d'une fusion

« Le nucléaire civil est le frère jumeau du nucléaire militaire, considéré par De Gaulle comme le véritable outil de l'indépendance nationale », raconte Corinne Lepage, ministre de l'Environnement entre 1995 et 1997. Dès l'après-guerre, et bien avant le choc pétrolier décisif, la stratégie de De Gaulle pour la France passait par le nucléaire. La maîtrise de l'armement nucléaire s'effectue d'abord dans le cadre de l'Otan, grâce à un transfert des compétences américaines qui permet, dans les années 1960, la constitution d'une force dissuasive solo hors du commandement intégré, que la France quitte en 1966. En parallèle, le nucléaire civil, autrement appelé « usage pacifique de l'atome » apparaît comme l'outil d'une autre indépendance, énergétique cette fois, auréolée du même prestige.

La Commission PEON (Production d'électricité d'origine nucléaire), créée en 1955, va mettre au point la stratégie électronucléaire adoptée en 1973 par Pierre Messmer alors Premier ministre de Georges Pompidou. Le Plan Messmer prévoit la construction de 4 à 6 réacteurs par an jusqu'en 1985. EDF, maître d'œuvre, envisage dans le même temps d'équiper environ trois millions d'habitats

en chauffage électrique d'ici 1985. Cette commission regroupe des membres du Commissariat pour l'énergie atomique (CEA), industriels du secteur de l'énergie, membres du gouvernement.

Dans une tribune publiée en 2002 dans le journal *Ecorev'*, Monique Sené, physicienne et animatrice depuis 1976 du Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, dresse les contours de cette commission en s'appuyant sur le livre du journaliste Philippe Simmonot, *Les Nucléocrates*, publié en 1978 :

« Il y aura au total quinze "fonction publique" et parmi eux onze polytechniciens dont six du corps des Mines et quatre du corps des Ponts. Quant à la fonction privée, treize personnalités représentant tous les secteurs (Thomson, Péchiney, Alsthom, CGE, Babcock Wilcox, Framatome, Creusot Loire, etc.) parmi lesquelles neuf polytechniciens dont trois Mines et trois Ponts. »

La stratégie du tout nucléaire est soutenue par ces grands corps d'Etats, dont les diplômés se placent dans les entreprises de l'énergie, fleurons de l'industrie française, et par la classe politique, elle aussi largement issue de ce sérail. Les communistes de l'opposition se rallient à la perspective d'une création massive d'emplois publics et à l'idée d'indépendance nationale dont le nucléaire est synonyme. Côté syndicats, la CGT, liée à EDF qui lui reverse 1% de son chiffre d'affaires via le comité d'entreprise, approuve le plan.

De cette alchimie naît ce qui, aujourd'hui encore, constitue le lobby pro-nucléaire. Monique Sené, citant l'ouvrage de Corinne Lepage, *On ne peut rien faire Madame le Ministre* (1988) :

« "Les grands Corps détiennent aujourd'hui le monopole de l'expertise qui place tous les autres, politiques et citoyens, en état de dépendance. [...] Nos grands Corps, Mines et Ponts notamment, ont inculqué à la société politique et progressivement à tout le corps social, l'idée qu'il existerait une expertise unique, omnisciente, répondant par quelque grâce du ciel à toutes les questions posées." Tous les ministères sont concernés et ceci ne permet pas un examen correct des divers dossiers. Car cette collusion de fait, même si elle n'est pas totalement voulue, est si forte que « sous prétexte d'être au-dessus de tout conflit et d'incarner l'État à eux seuls, les grands Corps imposent en définitive leurs choix. C'est le monde à l'envers. »

« 90% du Parlement pro-nucléaire »

Au départ, des voix s'élèvent pour critiquer ce plan pharaonique : les écologistes mais aussi des scientifiques. En 1974, 400 chercheurs du Laboratoire de physique corpusculaire du Collège de France lancent un appel contre le Plan Messmer et recueillent près de 4.000 signatures. Ils dénoncent le manque de transparence, les risques de fuites dans les centrales, niés par les autorités, le problème, non résolu, des déchets et reprochent au CEA, chargé de contrôler le programme, d'être juge et partie. Sans être frontalement opposés au nucléaire, ils réclament la tenue d'un débat public. Sur le long terme, l'opposition s'essouffle face au bloc des politiques et grands corps d'Etat.

Reste le Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, fondé en 1975 par des physiciens issus de Polytechnique, d'Orsay, du Collège de France, d'EDF... Au nom de la transparence, ces scientifiques se consacrent à la publication d'expertises indépendantes et d'informations face à l'omerta qui règne sur le développement du nucléaire civil. Leur visibilité décroît à mesure que le nucléaire ne souffre plus la contestation. *« La France est le seul pays où 90% du Parlement est pro-nucléaire, souligne Bernard Laponche, polytechnicien, qui fut ingénieur au CEA. C'est du jamais vu. »* Ce directeur général de l'Ademe poursuit :

« Dans d'autres pays, on peut avoir un débat, et comparer le nucléaire à d'autres sources d'énergie.

En France, c'est impossible. Le nucléaire représente 80% de l'électricité, avec une surcapacité de près de dix réacteurs. Les raisons sont avant tout politiques. C'est lié au prestige militaire de la France, à cette idée d'indépendance énergétique et au centralisme technocrate de l'Etat. »

Des remparts qui ne cèdent pas, même quand la gauche arrive au gouvernement en 1981 et stoppe la construction de la centrale de Plogoff face à des manifestations qui rassemblent près de 150.000 personnes ou lors du passage des Verts au gouvernement entre 1997 et 2002, qui marque l'abandon du réacteur Superphénix.

« La plupart des régions françaises vivent du nucléaire, comme le Cotentin ou la Vallée du Rhône, qui ont été arrosées par la taxe professionnelle, analyse Corinne Lepage. Dans un pays où l'emploi industriel a considérablement baissé, c'est une manne dont on ne veut pas se passer. Aujourd'hui, Fabius fait encore des pieds et des mains pour avoir l'EPR à Penly. » Le même Laurent Fabius qui s'est prononcé il y a quelques jours pour *« une baisse progressive »* de la part du nucléaire en France. La catastrophe de Fukushima fait bouger des lignes historiques au PS. Martine Aubry a ainsi déclaré le 21 mars dernier sur le plateau du Grand Journal, qu'il fallait *« sortir du nucléaire »* sur une période de 20 ou 30 ans.

Stop ou encore ?

Le 30 mars, interrogé devant l'Assemblée Nationale, André-Claude Lacoste, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (dont l'indépendance a été instaurée par la loi de 2006), évoquait, en ces termes, la possibilité d'un moratoire :

« Je pense que si la question d'un moratoire se pose, et nous nous la posons, ce sera sur la construction de Flamanville 3. »

Mais le lendemain matin, il se reprenait au micro de France Info :

« EDF doit réfléchir à ce qui est intéressant de faire d'ores-et-déjà pour améliorer la sûreté de ses réacteurs en anticipant sur ce que seront les conclusions de l'audit. Je n'appellerai pas ça un moratoire. »

Loin de là, depuis le Japon, Nicolas Sarkozy exprimait sa solidarité envers... le nucléaire, pour lequel *« il n'y a pas d'alternative à l'heure actuelle »*.

Et dans 20 ou 30 ans ? Au-delà du débat des « pros » contre les « anti », qui en France, prend des allures de guerre de tranchée, la possibilité d'une alternative dépendra clairement d'une volonté politique. *« On a réussi à passer, en 20 ans, du tout pétrole au tout nucléaire. Il est possible d'opérer une transition du nucléaire vers le renouvelable, à l'allemande, à condition de réduire notre consommation énergétique et d'investir dans les énergies renouvelables. Les Allemands visent 35% d'origine renouvelable dans leur production d'électricité en 2020, or la France a plus de potentiel en terme de biomasse, vent et ensoleillement »*, argumente Bernard Laponche.

Malgré l'ambitieux plan allemand pour le renouvelable, la transition n'est pas fluide. L'arrêt des sept réacteurs les plus anciens outre-Rhin à la suite de la catastrophe japonaise contraint aujourd'hui l'Allemagne à importer de l'énergie, notamment française et donc issue du nucléaire. En France, où 78% de l'électricité vient des centrales, il n'y aura ni volte-face, ni transition rapide. Mais la catastrophe de Fukushima fait bouger les lignes traditionnelles. Dans son programme pour la présidentielle, annoncé dimanche, le PS préconise une *« sortie du tout nucléaire »* et une *« inversion du mix énergétique »* français en vingt ans, revirement historique pour un parti traditionnellement

pro-nucléaire. « *La remise en cause du tout nucléaire français est inévitable, ne serait-ce que dans un cadre européen où l'objectif est d'avoir 45% d'électricité issu du renouvelable en 2020, estime Corinne Lepage. Mais ça va prendre du temps.* » Au moins autant que la transition du pétrole au nucléaire.

Anne de Malleray

Bibliographie :

Les physiciens dans le mouvement antinucléaire : entre science, expertise et politique, Sezin Topçu, in Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique

Quelle stratégie nucléaire pour la France ? L'armée de l'Air et le nucléaire tactique intégré à l'Otan (1962-1966), Aurélien Poilbout, in Revue historique des armées

P.-S.

* Paru sur Slate.fr :

<http://www.slate.fr/story/36491/france-nucleaire-nucleocrate>

* Journaliste indépendante, Anne de Malleray est diplômée du master de recherche en développement durable de Dauphine.